



**PRÉFET
DE LA ZONE DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ DE
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général pour
l'administration de la police**

Bureau du budget, des achats,
de la logistique et de l'immobilier

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX N° 2025-12/SGAP/-STPAF-FAAA

- Lot 4 : Fourniture et pose de grilles de défense et Mise en place d'un contrôle d'accès

Aménagement et réhabilitation partielle d'un bâtiment existant à usage administratif (ex-SEAC), situé sur le site de l'aéroport de Faa'a.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

N° 2025-12/SGAP/-STPAF-FAAA – LOT 4

Le présent cahier des clauses techniques particulières contient 1 annexe.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	2
1.1 OBJET ET DÉFINITION DU LOT.....	2
1.2 CONNAISSANCE DES ÉLÉMENTS AFFÉRENTS À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	2
1.3 PROGRAMME DES TRAVAUX.....	2
1.4 ÉTABLISSEMENT DES QUANTITATIFS.....	3
1.5 RÉGLEMENTATION ET NORMES.....	3
1.6 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE.....	3
1.7 PRESTATION DE L'ENTREPRISE.....	4
 ARTICLE 2 - INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	 4
 ARTICLE 3 - NETTOYAGE DE FIN DE CHANTIER.....	 5
 ARTICLE 4 - SPÉCIFICITÉS TECHNIQUES.....	 5
4.1 GRILLES DE DÉFENSE MÉTALLIQUES (ITEM 1).....	5
4.2 MISE EN PLACE D'UN CONTRÔLE D'ACCÈS.....	5
4.3 COMPOSANTS À FOURNIR ET À POSER	5
4.4 INTÉGRATION TECHNIQUE.....	6
 ARTICLE 5 - EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	 6
5.1 TRAVAUX.....	6
5.2 COORDINATION.....	6
 ARTICLE 6 - ESSAIS, CONTRÔLES ET RÉCEPTION.....	 6
6.1 ESSAIS ET CONTRÔLES.....	6
6.2 DOCUMENTS DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (DOE).....	7
6.3 RÉCEPTION.....	7
 ARTICLE 7 - GARANTIES ET MAINTENANCE.....	 7
 ARTICLE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....	 7

ARTICLE 1 – PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1.1 Objet et Définition du Lot

Le présent CCTP a pour objet de définir les spécifications techniques relatives à :

- ✓ La fourniture et à l'installation de grilles de défense métalliques pour la protection des ouvertures sensibles (fenêtres, lucarnes) du bâtiment ;
- ✓ La mise en place d'un contrôle d'accès.

Le Secrétariat Général pour l'Administration de la Police en Polynésie française (SGAP) agit en qualité de Maître d'Ouvrage (MOA), et la Maîtrise d'Œuvre (MOE) est assurée en régie par le SGAP, via sa section « immobilier ».

1.2 Connaissance des éléments afférents à l'exécution des travaux

Toutes les dispositions décrites au présent CCTP doivent être respectées en ce qui concerne la définition des travaux.

L'entrepreneur ne pourra arguer d'erreurs ou omissions au présent descriptif pour se dispenser d'exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement complet de tous les travaux du marché.

L'entrepreneur reconnaît :

- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et spécificité, notamment en procédant à la visite des lieux obligatoire avant la remise de l'offre ;
- Avoir suppléé, par ses connaissances professionnelles, aux prescriptions qui auraient pu être omises ;
- Avoir recueilli tous les renseignements utiles auprès du maître d'ouvrage.

Aucun travail découlant d'éventuelles erreurs ou omissions ne pourra faire l'objet de supplément au prix du chantier.

Aucune modification ne pourra être apportée sans l'accord du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage tant sur le principe des installations que sur le type de matériel à mettre en œuvre.

Les travaux supplémentaires éventuels qui apparaîtraient nécessaires devront être préalablement validés par le maître d'ouvrage.

1.3 Programme des travaux

L'attention de l'entreprise est attirée sur la destination des locaux et les conditions d'hygiène et de nettoyage qui en découlent.

Le chantier se trouvant en site occupé, l'entreprise est priée de prendre toutes dispositions nécessaires afin de réduire au maximum les gênes qu'elles pourraient créer aux occupants et au fonctionnement des bâtiments en service.

Aucun supplément ne sera accordé pour les heures supplémentaires, travail de nuit ou travail pendant les jours fériés.

Tous les personnels de chantier seront équipés de badges permettant de les identifier au chantier.

L'accès du personnel de l'entreprise en dehors de la zone délimitée du chantier est strictement interdit.

Le personnel des entreprises exécutant des travaux dans l'enceinte de l'établissement devra respecter le règlement de sécurité de celui-ci.

Les horaires de chantier seront précisés dans les PPSPS. Ils devront respecter la réglementation en vigueur dans la plage horaire 7h - 18h. Le travail durant les week-ends, le soir et les jours fériés sera réalisé avec autorisation du Maître d'Ouvrage sur demande motivée.

1.4 Établissement des quantitatifs

Les candidats disposeront de toute la latitude pour établir leurs propres quantitatifs par rapport aux estimations du maître d'œuvre.

Les quantités sont données à titre indicatif dans la DPGF. Les candidats devront vérifier et établir leurs propres quantitatifs (surface des grilles, contrôle accès) après la visite des lieux obligatoire.

1.5 Réglementation et normes

Les ouvrages doivent être exécutés conformément aux règles de l'art (DTU, normes UTE-USE pour l'électricité) et aux réglementations en vigueur :

- ✓ Les grilles de défense doivent présenter un niveau de résistance approprié à la sécurisation d'un bâtiment administratif ;
- ✓ Les installations électriques doivent être conformes aux normes UTE-USE, et les luminaires doivent respecter les indices de protection (IP) et de résistance mécanique (IK) requis pour l'extérieur ;
- ✓ L'Entrepreneur peut proposer des produits de fabrication locale. La conformité sera jugée sur les performances techniques attestées par le fabricant (résistance, classification, étanchéité) et leur équivalence aux normes européennes (UPEC, DTU).

1.6 Documents de référence

Les installations seront réalisées conformément aux règles de l'art et selon les normes et arrêtés en vigueur au jour du chantier, et en particulier :

- ✓ Les normes françaises de l'AFNOR et européennes ;
- ✓ Les DTU ;
- ✓ Les normes UTE-USE ;
- ✓ La réglementation hygiène, sécurité et incendie en vigueur sur le territoire ;
- ✓ Le code du travail.

L'entreprise titulaire devra respecter la réglementation française et locale relative à la vidéoprotection (déclaration ou autorisation préfectorale si nécessaire) et à la protection de l'environnement.

NB : Les textes énoncés ci-dessus ne représentent pas une liste exhaustive et ne sont qu'un rappel des principaux documents consultables et pertinents pour ce chantier.

L'entreprise titulaire devra, par ailleurs, respecter la réglementation française et locale relative à la protection de l'environnement.

Si en cours de travaux, de nouveaux règlements entraient en vigueur, l'entreprise serait tenue d'en référer par écrit au maître d'ouvrage.

1.7 Prestation de l'entreprise

L'entreprise en charge du présent marché aura à sa charge les prestations générales suivantes :

- ✓ L'assemblage, la pose et la fixation des matériels sur leur support ;
- ✓ L'installation, le raccordement et l'évacuation des éléments du chantier ;
- ✓ La fourniture des matériels et matériaux, et la réalisation des travaux nécessaires ;
- ✓ Le transport, la manutention et le stockage du matériel sur site ;
- ✓ La fourniture, l'installation et l'enlèvement du matériel de sécurité et des engins nécessaires au chantier ;
- ✓ La protection et la conservation en bon état du matériel pendant les travaux ;
- ✓ Le repérage des réseaux et des équipements ;
- ✓ Tous les frais de manutention, échafaudage, accès toiture ;
- ✓ La reprise du plafond suite au remplacement des centrales ou autres ;
- ✓ Le rebouchage des trous hors mise en peinture.

ARTICLE 2 – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les installations de chantier dues par le titulaire du présent marché incluront tous les travaux préparatoires nécessaires avec emploi de tous les moyens possibles permettant l'exécution des travaux et assurant la protection efficace de la zone de travaux et ses abords, ainsi que la sécurité des personnels de chantier et des occupants du site.

Les installations de chantier comprendront :

- toutes les installations nécessaires au personnel sur chantier, conformément à la réglementation en vigueur, en adéquation avec les effectifs et la durée du chantier ;
- tous les travaux préparatoires pour une parfaite installation et réalisation des travaux en toute sécurité.

Au vu de la configuration du site, l'aire de stockage sera restreinte et les approvisionnements en matériaux et matériel se feront à l'avancement des travaux, en dehors des heures ouvrables. Il en est de même pour l'évacuation des déchets.

Le titulaire du marché devra soumettre son plan d'installation de chantier (P.I.C) au maître d'œuvre, ainsi qu'au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs et au maître d'ouvrage pour validation.

Le titulaire devra assurer la protection des ouvrages par tout moyen à sa convenance pendant ses interventions, et ce pendant toute la durée du chantier, jusqu'à la réception, afin d'éviter la dégradation et l'altération des ouvrages existants et abords de chantier ainsi que des ouvrages à réaliser.

Le cas échéant, la remise en état des ouvrages détériorés sera à la charge du titulaire.

ARTICLE 3 – NETTOYAGE DE FIN DE CHANTIER

En fin de chantier, et avant de procéder aux opérations préalables à la réception des travaux, le titulaire du marché devra procéder au nettoyage complet de la zone de chantier et de ses abords, dont notamment :

- ✓ Le nettoyage des vitres face intérieure et face extérieure ;
- ✓ L'enlèvement des déchets résultant des nettoyages eux-mêmes (selon filière appropriée) ;
- ✓ L'enlèvement des déchets et des déblais de chantier (selon filière appropriée) ;
- ✓ Le nettoyage des revêtements de sol par aspiration et balayage humide à franges et produit détergeant adapté au type de revêtement ;
- ✓ L'aération des locaux.

ARTICLE 4 – SPÉCIFICITÉS TECHNIQUES

4.1 Grilles de Défense Métalliques (Item 1)

→ 4.1.1 Fourniture (Item 101)

Acier galvanisé ou acier peint avec traitement anti-corrosion adapté au milieu tropical et salin.

Grilles fixes ou ouvrantes (si accès maintenance nécessaire), avec un dessin garantissant l'efficacité anti-intrusion (espacement des barreaux < 120 mm).

Les grilles seront fabriquées sur mesure pour s'adapter parfaitement aux tableaux des ouvertures à protéger (fenêtres, soupiraux, etc.), selon les plans de repérage et les mesures prises par l'entreprise.

Peinture de finition de type époxy ou polyuréthane, de couleur à définir en accord avec le MOE.

→ 4.1.2 Pose (Item 102)

La pose devra être réalisée par scellement chimique ou mécanique dans la maçonnerie, en assurant une résistance maximale à l'arrachement. Les fixations devront être inaccessibles après la pose.

Pour les grilles ouvrantes, le système de fermeture (cadenas de sécurité ou serrure encastrée) devra être inclus et sécurisé.

Les reprises de maçonnerie et les rebouchages autour des fixations sont inclus dans le lot, pour une finition propre et étanche.

4.2 Mise en place d'un contrôle d'accès

Les prestations comprennent :

- ✓ La fourniture de l'ensemble des équipements de contrôle d'accès (centrale, lecteurs de badges, platine IP, alimentation secourue) ;
- ✓ L'installation, le raccordement et le paramétrage des dispositifs ;
- ✓ La programmation du système, y compris la configuration réseau IP et la gestion des droits d'accès ;
- ✓ Les essais de bon fonctionnement et la formation du personnel utilisateur (minimum 4 heures).

4.3 Composants à fournir et à poser

- ✓ Centrale de gestion du contrôle d'accès, conforme au CCTP, permettant la gestion centralisée et la traçabilité des accès ;
- ✓ Lecteurs de badges RFID sécurisés, compatibles avec les badges d'accès de la Police nationale ;
- ✓ Platine interphone IP avec caméra intégrée, reliée au réseau local du bâtiment ;
- ✓ Alimentation secourue avec batterie tampon garantissant un fonctionnement en cas de coupure électrique ;
- ✓ Baie ou coffret technique pour hébergement du matériel si nécessaire ;
- ✓ Câblage réseau Catégorie 6a minimum, pour interconnexion IP de tous les équipements.

4.4 Intégration technique

Le système devra :

- ✓ Être entièrement intégré au réseau IP existant du bâtiment ;
- ✓ Permettre une supervision centralisée depuis un poste informatique dédié ;
- ✓ Être compatible avec les solutions d'authentification Police nationale ;
- ✓ Respecter les principes de cybersécurité (authentification, chiffrement des échanges, gestion des journaux d'accès).

ARTICLE 5 – EXÉCUTION DES TRAVAUX

5.1 Travaux

Le titulaire devra :

- Mettre en place les protections nécessaires (sols, murs, faux plafonds) ;
- Assurer la sécurité du chantier (signalétique, EPI, barriérage) ;
- Gérer ses déchets et emballages dans le respect des filières autorisées ;
- Remettre un plan d'installation de chantier (PIC) au maître d'œuvre avant le démarrage.

5.2 Coordination

Le titulaire devra coopérer avec les autres entreprises intervenant sur le chantier.

ARTICLE 6 – ESSAIS, CONTRÔLES ET RÉCEPTION

6.1 Essais et contrôles

Avant réception, le titulaire devra procéder à :

- ✓ Des tests de fonctionnement complets du système ;
- ✓ La vérification de la rigidité, de la bonne fixation, et de la qualité de la peinture de finition ;
- ✓ La vérification des droits d'accès et du bon fonctionnement des interphones IP ;
- ✓ L'émission d'un procès-verbal d'essais signé par la MOE ;
- ✓ Une formation d'au moins 2 heures au profit du personnel utilisateur sur :
 - L'utilisation du logiciel de gestion des accès ;

- Les procédures d'ajout/suppression de badges ;
- Les consignes en cas de dysfonctionnement ;
- L'émission d'un procès-verbal d'essais signé par la MOE.

6.2 Documents des Ouvrages Exécutés (DOE)

Le DOE est obligatoire pour le Lot 4 et doit comprendre :

- ✓ Les plans de récolement (localisation précise) ;
- ✓ Les fiches techniques.

6.3 Réception

La réception sera prononcée après :

- ✓ Des essais concluants ;
- ✓ La vérification de la parfaite exécution des ouvrages métalliques et électriques ;
- ✓ La remise du DOE complet.

ARTICLE 7 - GARANTIES ET MAINTENANCE

Le matériel installé devra être garanti 2 ans minimum pièces et main-d'œuvre.

Toute modification de marque ou de modèle doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du maître d'ouvrage (SGAP).

Toute proposition d'équivalence devra être accompagnée d'une fiche technique détaillée et d'un avis de conformité.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Toute modification (ajout, suppression ou modification de spécifications techniques) des prestations du présent CCTP en cours d'exécution du marché sera formalisée selon les modalités administratives et financières définies à l'Article 8 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).